

MÉTROPOLE DIJONNAISE

Protection des monuments historiques : exprimez-vous

Depuis le 2 novembre et jusqu'au 3 décembre (midi), une enquête publique est ouverte à propos de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal-habitat et déplacements (PLUi-HD) de Dijon Métropole et des périmètres délimités des abords (PDA) des monuments historiques. Présentation de la seconde procédure.

Le principe

L'avis de l'architecte des bâtiments de France est requis pour toute demande d'autorisation de travaux à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques, qu'ils soient classés ou inscrits.

Sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, la procédure de périmètres délimités des abords (PDA) a pour objectif d'ajuster (réduire ou agrandir) ces périmètres de protection en fonction de critères urbains, historiques, architecturaux et paysagers propres à chaque monument historique. Le 17 décembre 2020, le conseil métropolitain a approuvé le lancement de cette procédure, en parallèle de celle visant à modifier le plan local d'urbanisme intercommunal-habitat et déplacements (PLUi-HD). Puis, le 30 juin 2021, il s'est prononcé favorablement sur les propositions de PDA.

Les monuments et communes concernés

« Les seize périmètres de protection des monuments historiques de Dijon Métropole font l'objet d'une nouvelle délimitation », présente le document pédagogique expliquant la procédure sur le site de la collectivité. En plus des quinze communes de la métropole concernées, quatre extérieures (Arc-sur-Tille, Couchey, Rouvres-en-Plaine et Saulon-la-Rue) le sont aussi, car les



À Plombières-lès-Dijon, la rue Albert-Rémy offre une perspective dégagée sur le magnifique clocher de l'église Saint-Baudèle.
Photo LBP/R. D.

nouveaux périmètres envisagés s'étendent sur une partie de leur territoire.

Les monuments historiques au cœur de la procédure sont le château de Bressey-sur-Tille, le château de Bretenière, les pressoirs des Ducs-de-Bourgogne à Chenôve, des monuments du centre de Dijon et le parc de la Colombière, les églises du Sacré-Cœur (Mala-dièrre) et Sainte-Bernadette (Grésilles), la maison Constantin (Montchapet), la faculté des sciences et les quatre sculptures du campus (université), l'église Saint-Martin de Fénay, le fort de Beauregard à Fénay et Longvic, le fort Carnot à Hauteville-lès-Dijon et Daix, le

café du Rocher à Marsannay-la-Côte, l'église Notre-Dame-de-l'Assomption et le colombier à Marsannay-la-Côte, le monument rendant hommage à Guy-nemer de la BA102 à Ouges, le clocher de l'église Saint-Baudèle à Plombières-lès-Dijon (*lire par ailleurs*) et le fort Junot à Sennecey-lès-Dijon. Nous évoquerons prochainement, à travers une série, les changements de périmètre notables envisagés.

Le calendrier prévisionnel

Si les cartographies et les justifications de PDA sont rédigées sous la responsabilité de l'architecte des bâti-

ments de France, c'est Dijon Métropole qui pilote la procédure et l'enquête publique. Après la remise du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête, le préfet demandera l'avis de Dijon Métropole sur les projets de PDA, éventuellement modifiés pour tenir compte de la consultation des communes et de l'enquête publique.

Puis, dans les trois mois suivant la notification du préfet, la collectivité devra délibérer afin de donner son accord sur les projets de PDA. Enfin, la procédure de PDA sera approuvée par arrêtés préfectoraux.

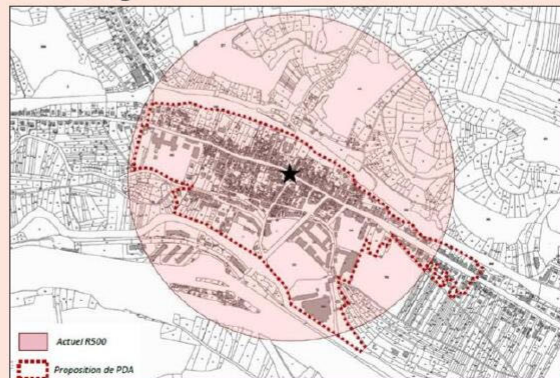
Rémy DISSOUBRAY

Un exemple : le clocher de l'église Saint-Baudèle à Plombières

Rien de mieux qu'un exemple concret, carte à l'appui, pour visualiser les changements prévus par cette procédure. Ainsi, le clocher octogonal de l'église Saint-Baudèle de Plombières-lès-Dijon, classé monument historique depuis le 18 avril 1914, fait partie des monuments historiques concernés. Son périmètre de protection actuel est le cercle réglementaire de 500 mètres de rayon. Il couvre l'ensemble du bourg ancien et « déborde au-delà de la voie ferrée pour englober, sur environ 40 % de sa superficie, une vaste zone forestière et d'espaces naturels de la combe Génelet occupés par quelques rares habitations », décrit la note de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (Udap 21).

Un périmètre recentré sur le centre historique

Ainsi, le périmètre ayant vocation à le remplacer est recentré sur le centre historique qui constitue l'écrin de l'église. En effet, « le bâti du cœur historique présente des qualités architecturales, urbaines et patrimoniales qui doivent être conservées ». Sont également inclus dans la proposition de l'architecte des bâtiments de France le faubourg autour de la rue Albert-Rémy et la bande urbai-



L'église Saint-Baudèle, représentée par une étoile, avec, en pointillé rouge, le périmètre envisagé autour de l'édifice. Le cercle rosé correspond à l'actuel périmètre de protection réglementaire. Cartographie Udap 21

ne située entre l'Ouche et le bief, qui offrent des perspectives sur le clocher. En revanche, les zones situées plus au nord de la voie ferrée sont exclues du périmètre, car « elles n'offrent que peu de relation en matière d'urbanisme, d'architecture ou paysagère avec le monu-

ment historique ». *Idem* pour les immeubles de logements datant de la fin du XX^e siècle qui se sont développés sur la rive gauche de l'Ouche ainsi que les constructions situées au pied du canal, « déconnectés visuellement du centre et de l'église ».

COMMENT S'EXPRIMER

Le dossier d'enquête publique et un registre sont tenus à la disposition du public, jusqu'au 3 décembre à midi, au siège de Dijon Métropole, au centre technique municipal de Fontaine-lès-Dijon et dans les mairies de Bressey-sur-Tille, Bretenière, Chenôve, Fénay, Marsannay-la-Côte, Plombières-lès-Dijon, Saint-Apollinaire et Sennecey-lès-Dijon, aux jours et horaires d'ouverture habituels. Les commissaires enquêteurs y tiennent des permanences certains jours.

L'ensemble des pièces est également consultable au format numérique à l'adresse www.registre-dematerialisee.fr/2712. C'est aussi sur ce site que les habitants peuvent déposer des propositions et observations, ainsi que par courrier électronique à enquete-publique-2712@registre-dematerialisee.fr ou par courrier à l'attention de Monsieur le président de la commission d'enquête sur l'enquête publique PLUi-HD/PDA, à Dijon Métropole, pôle urbanisme et environnement, service PLUi, 40, avenue du Drapeau, CS 17510, 21075 Dijon Cedex.